

Termes de Référence de la Recherche

Programme de relèvement socioéconomique dans la zone sud-est de la RCA (RELSUDE) – évaluations et planification territoriales multisectorielles

CAR2002

République Centrafricaine

Février 2020

Version 1



1. Résumé

Pays d'intervention	<i>République Centrafricaine</i>			
Type d'urgence	☐ Catastrophe naturelle	☒ Conflit		
Type de crise	☐ Crise soudaine	☐ Crise à progression lente	☒ Crise prolongée	
Agence(s) / Organisme(s) mandataire(s)	<i>Union Européenne, Fonds Békou</i>			
Code projet	<i>26ALZ/</i>			
Durée totale de la recherche <i>(de la conception de la recherche aux produits finaux / M&E)</i>	<i>15 / 12 / 2019 à XX / 06 / 2022</i>			
Evaluations RELSUDE <i>Phase 1 : mars, avril, mai et juin 2020</i> <i>Grimari, Kouango, Ippy et Bakala</i>	1. Début de la collecte de données: <i>16 / 03 / 2020 pour le diagnostic territorial</i> <i>08 / 06 / 2020 pour la planification participative</i>		4. Données envoyées pour validation : <i>01 / 06 / 2020 pour le diagnostic territorial</i> <i>01 / 07 / 2020 pour la planification participative</i>	
	2. Fin collecte de données: <i>08 / 05 / 2020 pour le diagnostic territorial</i> <i>20 / 06 / 2020 pour la planification participative</i>		5. Produits envoyés pour validation : <i>03 / 06 / 2020 pour les PRL intermédiaires</i> <i>15 / 07 / 2020 pour les PRL finaux</i>	
	3. Données analysées : <i>30 / 05 / 2020 pour le diagnostic territorial</i> <i>30 / 06 / 2020 pour la planification participative</i>		6. Produits publiés: <i>30 / 07 / 2020</i>	
Evaluations RELSUDE <i>Phase 2 : juin, juillet, août 2020</i>	Début de la collecte de données: <i>Juin 2020</i>		4. Données envoyées pour validation : <i>Fin juillet 2020</i>	
	2. Fin collecte de données: <i>Juillet 2020</i>		5. Produits envoyés pour validation : <i>Août 2020</i>	
	3. Données analysées: <i>Fin Juillet 2020</i>		6. Produits publiés: <i>Août 2020</i>	
Evaluations RELSUDE <i>Phase 3 : juillet, août, septembre 2020</i>	1. Début de la collecte de données: <i>Juillet 2020</i>		4. Données envoyées pour validation : <i>Septembre 2020</i>	
	2. Fin collecte de données: <i>Août 2020</i>		4. Produits envoyés pour validation : <i>Septembre 2020</i>	

	2. Données analysées: Fin août - Septembre 2020	5. Produits publiés: Septembre – Octobre 2020																		
Nombre d'évaluations	☐ Une seule évaluation (un cycle) ☒ Plusieurs évaluations (plus d'un cycle) <i>Les évaluations des 21 localités ciblées seront séquencées de la manière suivante :</i> - Entre mars et mai 2020, les équipes AGORA seront déployées dans la localité de Bambari, préfecture de la Ouaka, afin de réaliser les évaluations des 4 localités situées dans cette préfecture (Grimari, Kouango, Bakala et Ippy) ; - A partir de mai 2020, il est prévu que les équipes se déplacent vers une autre base opérationnelle permettant de la même manière de couvrir plusieurs localités afin de compléter la première phase de collecte de données (par exemple Alindao pour la Basse-Kotto ou Bangassou pour le Mbomou). La zone géographique de la seconde phase sera déterminée en fonction des conditions sécuritaire et d'accès au moment de la planification. Les équipes AGORA seront organisées de telle sorte que le traitement des données de la deuxième phase sera effectué en parallèle de la collecte de données de la troisième phase. Ainsi, une première vague de PRL pourra être finalisée en juin, 7 PRL en septembre et 7 PRL en novembre 2020. <i>Voir la section « Méthodologie » pour plus de détails.</i>																			
Etape(s) humanitaire(s) clé(s) <i>Spécifier ce que l'évaluation va informer et quand, par exemple : le Cluster Abris va utiliser ses données pour rédiger son Revised Flash Appeal;</i>	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="2">Etapas</th> <th>Echéances</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>☐</td> <td>Plan/stratégie d'un bailleur</td> <td>-- / -- / --</td> </tr> <tr> <td>☐</td> <td>Plan/stratégie inter-cluster</td> <td>-- / -- / --</td> </tr> <tr> <td>☐</td> <td>Plan/stratégie d'un cluster</td> <td>-- / -- / --</td> </tr> <tr> <td>☐</td> <td>Plan/stratégie d'une plateforme d'ONG</td> <td>-- / -- / --</td> </tr> <tr> <td>☒</td> <td> Autre : Plan / stratégie d'un consortium d'ONG. Stratégie d'interventions des ONG ACTED, OXFAM, COOPI, Concern et FPU sur 4 volets : - Relance économique ; - Eau, hygiène et assainissement ; - Protection, réconciliation, paix ; - Appui aux autorités locales. </td> <td>Interventions en 2020 et 2021</td> </tr> </tbody> </table>	Etapas		Echéances	☐	Plan/stratégie d'un bailleur	-- / -- / --	☐	Plan/stratégie inter-cluster	-- / -- / --	☐	Plan/stratégie d'un cluster	-- / -- / --	☐	Plan/stratégie d'une plateforme d'ONG	-- / -- / --	☒	Autre : Plan / stratégie d'un consortium d'ONG. Stratégie d'interventions des ONG ACTED, OXFAM, COOPI, Concern et FPU sur 4 volets : - Relance économique ; - Eau, hygiène et assainissement ; - Protection, réconciliation, paix ; - Appui aux autorités locales.	Interventions en 2020 et 2021	
Etapas		Echéances																		
☐	Plan/stratégie d'un bailleur	-- / -- / --																		
☐	Plan/stratégie inter-cluster	-- / -- / --																		
☐	Plan/stratégie d'un cluster	-- / -- / --																		
☐	Plan/stratégie d'une plateforme d'ONG	-- / -- / --																		
☒	Autre : Plan / stratégie d'un consortium d'ONG. Stratégie d'interventions des ONG ACTED, OXFAM, COOPI, Concern et FPU sur 4 volets : - Relance économique ; - Eau, hygiène et assainissement ; - Protection, réconciliation, paix ; - Appui aux autorités locales.	Interventions en 2020 et 2021																		
Type d'audience & Dissémination <i>Spécifier qui l'évaluation va informer et comment les produits seront disséminés pour informer l'audience</i>	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Type d'audience</th> <th>Dissémination</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td> ☐ Stratégique ☒ Programmatique ☐ Opérationnelle ☐ [Autre, Spécifier] </td> <td> ☒ Envoi général des produits (par exemple, via email aux consortium d'ONG, aux participants de l'équipe humanitaire du pays, aux bailleurs) ☒ Envoi aux clusters (par exemple, Education, Abris, EHA) et présentation des résultats à la prochaine réunion du cluster ☒ Présentation des résultats (par exemple à la réunion de l'équipe humanitaire du pays; d'un Cluster) ☒ Dissémination à travers de sites internet (Relief Web & REACH Resource Centre) ☐ [Autre, spécifier] </td> </tr> </tbody> </table>	Type d'audience	Dissémination	☐ Stratégique ☒ Programmatique ☐ Opérationnelle ☐ [Autre, Spécifier]	☒ Envoi général des produits (par exemple, via email aux consortium d'ONG, aux participants de l'équipe humanitaire du pays, aux bailleurs) ☒ Envoi aux clusters (par exemple, Education, Abris, EHA) et présentation des résultats à la prochaine réunion du cluster ☒ Présentation des résultats (par exemple à la réunion de l'équipe humanitaire du pays; d'un Cluster) ☒ Dissémination à travers de sites internet (Relief Web & REACH Resource Centre) ☐ [Autre, spécifier]															
Type d'audience	Dissémination																			
☐ Stratégique ☒ Programmatique ☐ Opérationnelle ☐ [Autre, Spécifier]	☒ Envoi général des produits (par exemple, via email aux consortium d'ONG, aux participants de l'équipe humanitaire du pays, aux bailleurs) ☒ Envoi aux clusters (par exemple, Education, Abris, EHA) et présentation des résultats à la prochaine réunion du cluster ☒ Présentation des résultats (par exemple à la réunion de l'équipe humanitaire du pays; d'un Cluster) ☒ Dissémination à travers de sites internet (Relief Web & REACH Resource Centre) ☐ [Autre, spécifier]																			

Plan détaillé de dissémination requis	☐ Oui	☒ Non Il sera construit après la première phase de collecte de données, sur la base des retours obtenus suite à la présentation préliminaire des résultats.
Objectif général	Dans le cadre du programme de relèvement socioéconomique dans la zone sud-est de la République Centrafricaine (RELSUDE), l'initiative AGORA sera déployée dans 21 villes des 5 Préfecture du Sud-Est de la RCA avec pour objectif la réalisation de Plans de Relèvement Locaux (PRL), sur la base d'une analyse multisectorielle des besoins et d'une planification participative entre mars et décembre 2020.	
Objectif(s) spécifique(s)	1. <u>Réaliser un diagnostic / état des lieux monographique des besoins dans chaque localité</u> Phase de cartographie des acteurs et des territoires - Réaliser une cartographie des communautés (caractéristiques démographiques, historiques, socio-culturelles, linguistiques et économiques) et des services de base (coordonnées gps, état de fonctionnalité, mode de gestion) ; - Dresser une cartographie des acteurs locaux (institutionnels, leaders traditionnels, organisations de la société civile, acteurs de l'aide et acteurs économiques, etc...) intervenant sur des thématiques pertinentes pour le programme RELSUDE Phase de diagnostic des besoins et opportunités de réponse - Inventorier les problématiques de fourniture et d'accès aux services de base dans les secteurs de l'hydraulique, assainissement communautaire, infrastructures marchandes, éducation et santé - Comprendre les dynamiques de cohésion sociale (relations entre les différentes communautés existantes, mode de gouvernance locale, mécanismes de justice locale, initiatives de solidarité communautaire, espaces d'engagement citoyen) ; - Comprendre le fonctionnement du tissu-socio-économique et recenser les différentes activités économiques porteuses d'opportunités Phase d'évaluation des capacités des acteurs locaux - Analyser les compétences et moyens des acteurs institutionnels et techniques locaux à remplir effectivement leurs missions, en fonction de leurs mandats - Faciliter un autodiagnostic des capacités des organisations de la société civile les plus importants localement à contribuer aux interventions de relèvement sociocommunautaires 2. <u>Concevoir, sur la base des résultats de l'évaluation et de manière participative, des stratégies de relèvement réalistes adaptées aux spécificités de chaque contexte</u> Phase d'analyse conjointe des résultats de l'évaluation	

	• Pré-identifier les scénarios de réponse aux besoins exprimés les plus fréquemment en sollicitant des « personnes ressources »¹. <i>Phase de planification locale participative</i> • Faciliter la formulation de stratégies de relèvement local avec la participation des acteurs locaux <i>Appuyer des instances de concertation multi acteurs pour l'analyse participative des besoins et la planification</i> • Identifier les instances de coordination locales existantes ou identifier les acteurs que consortium pourra appuyer dans le suivi de la mise en œuvre des plans
Questions de recherche	I. <u>DIAGNOSTIC / ÉTAT DES LIEUX MONOGRAPHIQUE DES BESOINS DANS CHAQUE LOCALITÉ</u> CARTOGRAPHIE DES ACTEURS ET DES TERRITOIRES 1. <u>Cartographie sociale et institutionnelle</u> • Quels sont les caractéristiques socio-historiques de la localité (date et contexte de la fondation de la localité, évolution des ethnies de peuplement, raisons de l'emplacement géographique de la localité, etc.) ? • Qui sont les acteurs locaux (institutionnels, leaders traditionnels, organisations de la société civile, acteurs de l'aide et acteurs économiques, etc...) intervenant sur des thématiques pertinentes pour le programme RELSUDE ? • Parmi ces différents acteurs, quels sont leurs relations et modes d'interaction, leur niveau de représentativité et leur importance au sein de la communauté ? 2. <u>Cartographie participative</u> • Quels sont les différents quartiers qui composent le 'centre ville' de la localité et qu'est ce qui les délimitent (frontière physique, historique, communautaire, naturelle, etc...) ? • La crise a-t-elle eu un impact sur la composition sociale de la localité (déplacement de population hors ou vers la localité, regroupements ethniques ou communautaires dans certains quartiers par exemple) • Quelles sont les frontières communautaires telles qu'elles sont perçues et pratiquées par les différents groupes sociaux de la localité ? • Ou sont localisés les principaux services de base et espaces de socialisation au sein de la localité ? • Ou sont pratiquées les différentes activités économiques au sein de et en périphérie du 'centre ville' ?

¹ Ces personnes ressources seront des personnes identifiées pour avoir une expertise technique sur les différents sujets traités par AGORA, à savoir : la gouvernance locale, le développement local, les services de base essentiels, les filières économiques, etc. Ces personnes pourront être identifiées par exemple au sein des Clusters sectoriels humanitaires, des Ministères et de leurs services techniques associés ou encore des universités et centres de recherche.

ETAT DES LIEUX DES BESOINS ET OPPORTUNITÉS DE RÉPONSE

1. Analyse de l'offre en services de base

- Quels sont les caractéristiques des services de base dans les secteurs de l'hydraulique, assainissement communautaire, infrastructures marchandes, éducation et santé, en matière de fonctionnalité (adéquation des infrastructures d'accueil, des équipements, des ressources humaines, de l'offre de services) ?

2. Analyse des besoins en services de base et solutions durables

- Quels sont les principaux enjeux d'accès aux services de base pour les différents groupes sociaux de la localité ?
- Existe-t-il des tensions sociocommunautaires autour de l'accès aux services de base, ressources naturelles ou foncières ?
- Quels sont les opportunités et obstacles au retours des populations originaires de la localité qui ont été déplacées par la crise ? (Lorsque pertinent)
- Existe-t-il des restrictions de mobilité au sein de ou vers l'extérieur de la localité ? Quels groupes sociaux sont particulièrement concernés ?

3. Analyse des filières économiques

- Existe-t-il des besoins non couverts par les filières économiques existantes (pour lesquelles il existe une demande mais peu d'offre) ?
- Comment ces filières économiques sont structurées localement (de la production à la consommation) ? Et avec l'extérieur ?

PHASE D'ÉVALUATION DES CAPACITÉS DES ACTEURS LOCAUX

1. Evaluation des capacités des acteurs institutionnels

- Quels sont les besoins prioritaires en renforcement de capacité à destination des acteurs municipaux et des services techniques clefs ?

2. Evaluation des capacités des acteurs de la société civile

- Quel sont les besoins prioritaires en renforcement de capacité à destination des acteurs de la société civile les plus importants ?

II. CONCEPTION, SUR LA BASE DES RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION ET DE MANIÈRE PARTICIPATIVE, DES STRATÉGIES DE RELÈVEMENT RÉALISTES ADAPTÉES AUX SPÉCIFICITÉS DE CHAQUE CONTEXTE

1. Analyse conjointe des résultats au niveau central

- Sur la base des premiers résultats de l'évaluation, quels types / modalités d'intervention pourraient être recommandés par les experts techniques dans les secteurs essentiels (eau et assainissement, santé, éducation, cohésion sociale, activités génératrices de revenu) ?

2. Planification participative

- Quelles sont les aspirations des communautés pour le relèvement local ?
- Quelles interventions concrètes et réalistes sont souhaitables pour répondre aux besoins ? Quelles peuvent en être les modalités de mise en œuvre ?

	3. <u>Appui aux instances de concertation multi acteurs pour l'analyse participative des besoins et la planification</u> • Existe-t-il déjà des instances de coordination au sein de la localité ? Comment sont-elles gérées et qui y participe ? Comment les renforcer ? • Si elles n'existent pas, quels acteurs mobiliser pour en établir ? • Quel type de soutien serait nécessaire pour ces plateformes ?
Couverture géographique	<i>La recherche ciblera 21 villes dans les Préfectures de la Basse-Kotto, du Haut-Mbomou, de la Haute-Kotto, du Mbomou et de la Ouaka, à savoir (par ordre alphabétique) : Alindao, Bakala, Bakouma, Bambouti, Bangassou, Bria, Djéma, Gambo, Grimari, Ippy, Kouango, Kembé, Mingala, Mobaye, Obo, Ouango, Satema, Rafai, Yalinga, Zangba et Zémio.</i>
Sources de données secondaires	SOURCES HUMANITAIRES : OCHA, Aperçu des besoins humanitaires, 2020 OCHA, bulletins humanitaires, 2020 OCHA, Carte interactive - présence opérationnelle des acteurs humanitaires CCO, The Humanitarian System in the Central African Republic: A Time of Challenges, 2017 ACTED, Etudes diagnostic de la société civile, 2019 – 2020 OIM, Matrice de suivi des déplacements, 2019 FAO – PAM, Rapport spécial - mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire en République Centrafricaine, 2017 Humanitarian Exchange and Research Centre, The role of "mandate" - Central African Republic report from macro to micro, 2019 SOURCES DE DEVELOPPEMENT : Expertise France, Projet 3R, rapport diagnostic Phase 1 Finance For Impact, Etude de préfiguration d'un projet de gouvernance en RCA, 2019 Banque Mondiale, Enquête Nationale sur les Monographies Communales en République Centrafricaine, 2017 LERSA, diagnostic des communes forestières de la Lobaye et de la Sangha-Mbaere en République Centrafricaine, 2016 Ambassade de France, Note de secteur sur le monde rural, 2004 PNUD, Plans de développement locaux de Zémio et Obo, 2019 PDRSO, Plans de Développement Locaux de 5 communes du Sud Ouest, 2019 - 2020 SOURCES INSTITUTIONNELLES Gouvernement de la RCA, Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix - 2017-2021 Assemblée Nationale de la République Centrafricaine, Projet de loi portant sur le Code des collectivités territoriales et des circonscriptions administratives, 2018 Association Internationale des Maires Francophones, Guide en Gestion Communale, 2012

	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, arrêté définissant les normes minimales d'élaboration du plan de développement local des communes en République Centrafricaine, 2019 Ministère des Affaires sociales, Stratégie nationale des solutions durables pour les déplacés internes, et les refuges de retour en République Centrafricaine (2018 - 2021) Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Programmes de Développement agricole des régions 5 et 6, 2016 SOURCES ANALYTIQUES OU ACADEMIQUES African Security Network, chefs de quartier et chefferie traditionnelle en RCA, 2016 Enough, La frénésie du pouvoir et les guerres d'influence aux origines de l'escalade des violences sectaires en République Centrafricaine, 2018 IPIS, République Centrafricaine: cartographie du conflit, 2018 International Crisis Group, Centrafrique : les racines de la violence, 2015 International Crisis Group, Dernier accord de paix en RCA : les conditions du succès, 2019															
Population(s) <i>Sélectionner tout ce qui s'applique</i>	<table border="1"> <tr> <td>☐ PDI dans des camps</td><td>☐ PDI dans des sites informels</td></tr> <tr> <td>☐ PDI dans des communautés hôtes</td><td>☐ PDI [Autre, spécifier]</td></tr> <tr> <td>☐ Réfugiés dans des camps</td><td>☐ Réfugiés dans des sites informels</td></tr> <tr> <td>☐ Réfugiés dans des communautés hôtes</td><td>☐ Réfugiés [Autre, spécifier]</td></tr> <tr> <td>☐ Non-déplacés (hôtes)</td><td>☒ Non-déplacés (non-hôtes)</td></tr> <tr> <td>☐ Returnés</td><td>☒ Populations déplacées, retournées, réfugiées et hôtes vivant dans les localités ciblées. Toutes les couches socio-économiques de la population seront considérées.</td></tr> </table>				☐ PDI dans des camps	☐ PDI dans des sites informels	☐ PDI dans des communautés hôtes	☐ PDI [Autre, spécifier]	☐ Réfugiés dans des camps	☐ Réfugiés dans des sites informels	☐ Réfugiés dans des communautés hôtes	☐ Réfugiés [Autre, spécifier]	☐ Non-déplacés (hôtes)	☒ Non-déplacés (non-hôtes)	☐ Returnés	☒ Populations déplacées, retournées, réfugiées et hôtes vivant dans les localités ciblées. Toutes les couches socio-économiques de la population seront considérées.
☐ PDI dans des camps	☐ PDI dans des sites informels															
☐ PDI dans des communautés hôtes	☐ PDI [Autre, spécifier]															
☐ Réfugiés dans des camps	☐ Réfugiés dans des sites informels															
☐ Réfugiés dans des communautés hôtes	☐ Réfugiés [Autre, spécifier]															
☐ Non-déplacés (hôtes)	☒ Non-déplacés (non-hôtes)															
☐ Returnés	☒ Populations déplacées, retournées, réfugiées et hôtes vivant dans les localités ciblées. Toutes les couches socio-économiques de la population seront considérées.															
Stratification <i>Sélectionner le(s) type(s) et entrer le nombre de strates</i>	<table border="1"> <tr> <td>☒ Géographique : 21 localités La taille de la population par strate est-elle connue ? ☒ Oui ☐ Non Le nombre d'habitants de chaque localité est estimé grâce à la revue de données secondaires.</td><td>☐ Groupe #: _ _ _ La taille de la population par strate est-elle connue ? ☐ Oui ☐ Non</td><td>☐ [Autre, spécifier] #: _ _ La taille de la population par strate est-elle connue ? ☐ Oui ☐ Non</td></tr> </table>				☒ Géographique : 21 localités La taille de la population par strate est-elle connue ? ☒ Oui ☐ Non Le nombre d'habitants de chaque localité est estimé grâce à la revue de données secondaires.	☐ Groupe #: _ _ _ La taille de la population par strate est-elle connue ? ☐ Oui ☐ Non	☐ [Autre, spécifier] #: _ _ La taille de la population par strate est-elle connue ? ☐ Oui ☐ Non									
☒ Géographique : 21 localités La taille de la population par strate est-elle connue ? ☒ Oui ☐ Non Le nombre d'habitants de chaque localité est estimé grâce à la revue de données secondaires.	☐ Groupe #: _ _ _ La taille de la population par strate est-elle connue ? ☐ Oui ☐ Non	☐ [Autre, spécifier] #: _ _ La taille de la population par strate est-elle connue ? ☐ Oui ☐ Non														
Outil(s) de collecte de données	☒ Structuré (Quantitative)		☒ Semi-structuré (Qualitative)													
	Méthode d'échantillonnage		Méthode de collecte de données													
Outil semi-structuré de collecte de données # 1 <i>Questionnaires préalables auprès des acteurs du territoire</i>	☒ Choisi ☒ En boule de neige (snowballing) ☐ [Autre, spécifier]		☒ Entretien avec informateurs clés (environ 5 pour chaque localité) : auprès des autorités communales de chaque localité, des notables, leaders communautaires et religieux, des « anciens » et toute autre personne ressource													

		jugée pertinente pour le contexte de chaque localité. ☐ Entretien individuel (# cible):_____ ☐ Discussion de groupe témoin (focus group discussion) (# cible):_____ ☐ [Autre, spécifier] (# cible):_____
Outil semi-structuré de collecte de données # 2 <i>Guide d'entretien pour les Mapping Focus Group Discussions (MFGDs)</i>	X Choisi ☐ En boule de neige (snowballing) ☐ [Autre, spécifier]	☐ Entretien avec informateur clé (# cible):___ ☐ Entretien individuel (# cible):_____ X Discussion de groupe témoin (4 à 8 ateliers de cartographie participative selon le profil des localités) : auprès des membres de la communauté ☐ [Autre, spécifier] (# cible):_____
Outil structuré de collecte de données # 1 <i>Questionnaires informateurs clefs services</i>	X Choisi ☐ Probabiliste / Aléatoire simple ☐ Probabiliste / Aléatoire simple stratifié ☐ Probabiliste / en grappes (cluster) ☐ Probabiliste / en grappes stratifiées ☐ [Autre, spécifier]	X Entretien avec informateur clé (entre 20 et 30 entretiens selon le profil des localités) : auprès des gestionnaires des services (infrastructures éducatives, centres de santé, marchés, points d'eau partagés communautaires ou publics, infrastructures d'assainissement communautaires), éventuels comités de gestion et services administratifs. Le ciblage sera précisé grâce à l'exercice de cartographie participative. ☐ Discussion de groupe (# cible):_____ ☐ Entretien ménage (# cible):_____ ☐ Entretien individuel (# cible):_____ ☐ Observations directes (# cible):_____ ☐ [Autre, spécifier] (# cible):_____
Outil semi-structuré de collecte de données # 3 <i>Guide d'entretien pour les Focus Groups Discussions avec les membres de la communauté</i>	X Choisi ☐ En boule de neige (snowballing) ☐ [Autre, spécifier]	☐ Entretien avec informateur clé (# cible):___ ☐ Entretien individuel (# cible):_____ X Discussion de groupe témoin (4 à 8 groupes de discussion selon le profil des localités) : auprès des membres de la communauté. Désagrégation par genre, statut

		de déplacement (si pertinent), âge et ethnie (si pertinent) selon les localités. ☐ [Autre, spécifier] (# cible):_ _ _ _ _
Outil semi-structuré de collecte de données # 4 <i>Guide d'entretien pour les Focus Groups Discussions pour l'identification des filières porteuses</i>	X Choisi ☐ En boule de neige (snowballing) ☐ [Autre, spécifier]	☐ Entretien avec informateur clé (# cible):_ _ _ ☐ Entretien individuel (# cible):_ _ _ _ _ X Discussion de groupe témoin (2 groupes de discussion pour chaque localité) : auprès des acteurs économiques locaux, issus de différentes couches sociales, filières et rôles dans la chaîne de valeur (producteurs, intermédiaires, transformateurs, transporteurs, commerçants et consommateurs). ☐ [Autre, spécifier] (# cible):_ _ _ _ _
Outil structuré de collecte de données # 2 <i>Questionnaires informateurs clefs filières porteuses</i>	X Choisi ☐ Probabiliste / Aléatoire simple ☐ Probabiliste / Aléatoire simple stratifié ☐ Probabiliste / en grappes (cluster) ☐ Probabiliste / en grappes stratifiées ☐ [Autre, spécifier]	X Entretien avec informateur clé (entre 10 et 20 entretiens selon le profil des localités) : auprès des opérateurs économiques reconnus pour leur expertise ou niveau de connaissance dans des filières d'opportunités identifiées dans la localité, ex : des représentants des services techniques déconcentrés des ministères sectoriels pertinents ou des représentants d'associations d'opérateurs économiques. ☐ Discussion de groupe (# cible):_ _ _ _ _ ☐ Entretien ménage (# cible):_ _ _ _ _ ☐ Entretien individuel (# cible):_ _ _ _ _ ☐ Observations directes (# cible):_ _ _ _ _ ☐ [Autre, spécifier] (# cible):_ _ _ _ _
Outil semi-structuré de collecte de données # 5 <i>Diagnostic de déploiement préfectoral, bilan de compétence des services techniques pertinents (à développer dans un second temps)</i>	X Choisi ☐ En boule de neige (snowballing) ☐ [Autre, spécifier]	X Entretien avec informateur clé (entre 3 et 5 entretiens selon le profil des localités) : Auprès des maires, conseillers municipaux, personnels clefs des services techniques et des services communaux, préfets et/ou sous préfets, services déconcentrés pertinents. ☐ Entretien individuel (# cible):_ _ _ _ _

		☐ Discussion de groupe témoin ☐ [Autre, spécifier] (# cible): _____	
Outil semi-structuré de collecte de données # 6 <i>« Taking the Lead »</i> <i>développé par OXFAM</i>	X Choisi ☐ En boule de neige (snowballing) ☐ [Autre, spécifier]	☐ Entretien avec informateur clé (# cible): ____ ☐ Entretien individuel (# cible): _____ X Discussion de groupe témoin (1 groupe de discussion pour chaque localité) : OSC de la localités, pré-sélectionnées selon des critères définis avec Oxfam, alimentés par les données de la cartographie des acteurs. ☐ [Autre, spécifier] (# cible): _____	
Niveau de précision cible si échantillonnage probabiliste	N/A	N/A	
Plateforme(s) de gestion des données	☒ IMPACT ☐ [Autre, spécifier]	☐ HCR	
Type(s) de produit(s) attendu(s)	☐ Aperçu de la situation (situation overview) #: ____	☒ Rapports : #21 Plans de Relèvement Locaux	☐ Profils #:
	☒ Présentation (résultats préliminaires) : #3 ateliers d'enrichissement des PRL préliminaires avec des personnes ressources sur Bangui (1 par cycle de collecte).	☒ Présentation (finale) : #1 présentation à Bangui #5 ateliers préfectoraux	☐ Fiche d'information #: ____
	☐ Dashboard interactif #: _	☐ Webmap #: __	☒ Cartes : #21 Cartographies des territoires (bassins de vie et aires de services)
	☐ [Autre, spécifier] #: __		
Accès	☒ Public (disponible sur le Centre de Ressources REACH et autres plateformes humanitaires)		
	☒ Restreint (diffusion bilatéral uniquement sur la base d'une liste de diffusion convenue, pas de publication sur la plateforme REACH ou d'autres) ²		
Visibilité Spécifier quels logos devront apparaître sur les produits	<i>Logos des partenaires du consortium : ACTED, COOPI, OXFAM, Concern, FPU, IMPACT</i> <i>Logos bailleur : EU, Fonds Bekou</i> <i>Logos des préfectures concernées</i>		

² Certains résultats / recommandations programmatiques pourront nécessiter une diffusion restreinte, à aviser en fonction de la sensibilité et pertinence d'une diffusion large selon les résultats. Dans le cas où certains résultats devraient être diffusés de façon restreinte, un envoi des résultats par mails aux partenaires est envisagé.

2. Justification

2.1. Contexte et justification

○ Contexte de la crise en République Centrafricaine

Impact de la crise politico-militaire sur les besoins humanitaires et les déplacements de population

La crise politique et militaire de 2012-2014 qu'a connue la République Centrafricaine (RCA) a contribué à précariser les activités et les infrastructures socio-économiques déjà très faibles tout en déchirant profondément les liens sociaux inter- et intra-communautaires. L'Aperçu des Besoins Humanitaires 2020 (Humanitarian Needs Overview, HNO)³ indique que 2,6 millions de personnes ont encore besoin d'une assistance multiforme pour survivre, soit plus de la moitié de la population. En termes d'infrastructures de base, quelques chiffres clefs tirés du HNO, permettent d'appréhender l'étendue des besoins. En 2019 :

- 📍 237 structures de santé (38,91%) ont été partiellement ou totalement détruites ;
- 📍 378 écoles sur 2 598 à l'échelle nationales sont restées non-fonctionnelles au cours de l'année scolaire 2018-2019, soit plus d'une école fermée sur dix ;
- 📍 1,8 millions de personnes, soit 40% de la population, sont toujours en insécurité alimentaire aiguë ;
- 📍 Les taux de couverture des services en eau et en assainissement sont de respectivement 32 et 28%.

Par ailleurs, du fait des affrontements armés dans les zones urbaines, des quartiers résidentiels entiers, déjà caractérisés par leur caractère informel et sous intégrés au réseau d'infrastructures urbaines de base, ont été détruits. Ces destructions se sont accompagnées d'importants mouvements de déplacement de populations entre les villes du pays, entraînant des vulnérabilités territoriales sur des territoires délaissés par les initiatives de l'aide et publiques. Les structures urbaines dans leur ensemble ainsi que la répartition des populations au sein de ces villes qui ont été chamboulées la crise. Des efforts sont engagés pour encourager le retour et le rapatriement des populations encore déplacées par la crise dans leurs localités d'origine. Le groupe de travail inter-agences « *Informing responses to support durable solutions for IDPs* » a été créé en 2015 afin d'appuyer le gouvernement ainsi que les partenaires humanitaires et du développement à mettre en œuvre une réponse conjointe et durable d'appui aux familles déplacées et aux communautés hôtes⁴.

Impact de la crise politico-militaire sur le déploiement de l'autorité de l'Etat

En termes de présence étatique, malgré les progrès accomplis depuis l'adoption de la *Stratégie Nationale de Restauration de l'Autorité de l'Etat* (RESA) dans le redéploiement progressif des autorités administratives (en particulier les préfets), ainsi que des forces armées et des forces de sécurité intérieure dans certaines régions du pays, l'extension de l'autorité de l'État en dehors de Bangui reste timide et inégalement répartie à travers le territoire. Les régions du Sud-Est demeurent les moins bien couvertes⁵. Une étude réalisée au dernier trimestre 2018 a constaté que seuls 3 418 des 6 500 fonctionnaires affectés étaient présents à leurs postes⁶. Seulement 1 204 étaient présents dans les régions de l'Est du pays, témoignant à la fois de la réticence des fonctionnaires à prendre leurs postes dans les régions touchées par l'insécurité et des obstacles posés

³ OCHA, Aperçu des Besoins Humanitaires, 2020 – République Centrafricaine

⁴ Il s'agit d'une plateforme de coordination multi acteurs (Agences de l'ONU, ONG nationales et internationales, Gouvernement et bailleurs) qui vise notamment le développement de plans d'action locaux, la construction de services de base accessibles pour la communauté (hôte, IDP/retournées), la promotion des actions de cohésion sociale et le renforcement du rôle et la présence de l'Etat.

⁵ OCHA, Aperçu des Besoins Humanitaires, 2020 – République Centrafricaine, et Finance For Impact, Etude de préfiguration d'un projet de gouvernance en RCA, 2019

⁶ Rapport du Secrétaire Général sur la situation en République Centrafricaine, février 2019, S/2019/147.

par les groupes armés au retour de l'état de droit et au redéploiement des fonctionnaires. Pour les populations, l'ensemble de ces facteurs contribuent à entretenir la perception d'un gouvernement lointain et qui peine à rétablir la paix⁷.

A ce jour l'action du Gouvernement reste entravée par une insuffisance chronique de moyens, des défis de gouvernance ainsi que de fortes inégalités dans la répartition des ressources et de la fourniture des services publics. Par exemple, les acteurs de développement et d'appui au développement local se concentrent davantage dans la partie Ouest du pays, réputée comme étant la plus stable. Les lacunes de réponse et le caractère fragile de la situation sécuritaire dans l'Est justifient donc la réponse d'acteurs humanitaires dans cette zone.

En termes de décentralisation, les ordonnances n°88.005 et n°88.006 du 12 février 1988 constituent le seul cadre réglementaire dans le domaine de l'organisation des collectivités territoriales et circonscriptions administratives. Elles sont caduques et non applicables dans le contexte actuel, tandis que les fonctions de gouvernance de base ne peuvent être exécutées du fait du dysfonctionnement de l'administration. A l'aube de l'adoption d'une nouvelle loi organique sur la décentralisation – attendue pour l'année 2020 – le champ de compétences général des communes devrait être étendu, et par la même leurs responsabilités dans la planification du relèvement local.

○ Contexte de la crise dans le Sud-Est de la RCA

Plus particulièrement, selon l'Aperçu des Besoins Humanitaires 2019, les Préfectures du Sud-Est de la RCA, à savoir la Basse-Kotto, le Haut-Mbomou, la Haute-Kotto, le Mbomou et la Ouaka, enregistrent les besoins les plus aigus en termes d'accès à l'eau, à la santé, aux moyens d'existence et à la protection. A titre d'exemple, dans la région du Haut-Oubangui (Basse-Kotto, Mbomou, Haut-Mbomou) seulement 17% des communes disposent d'un accès à l'eau potable via la SODECA ou une pompe (contre 36% au niveau national et 88% dans la région de Bangui)⁸.

Par ailleurs, ces régions sont les moins densément peuplées ; le Sud-Est compte environ 850 000 habitants. En proportion de la population totale du pays, chaque préfecture ciblée dans le cadre du projet RELSUDE compte pour seulement entre 1 et 7% (ICASEES, 2019) de la population totale. Elles sont aussi les moins bien connectées au reste du pays et ont historiquement échappé au contrôle de l'Etat, ce qui a accentué la mainmise des groupes armés et les vulnérabilités socio-économiques induites par la période de crise. En effet, la présence de l'Etat pour assurer l'offre de ces services de base aux populations y est faible ; à titre d'exemple, la Basse-Kotto compte 40 fonctionnaires dans la Basse-Kotto, la Haute-Kotto en compte 57 et le Haut-Mbomou 60. La majorité des communes des régions concernées disposent d'un budget par habitant et par an inférieur à 2000 XAF. Le faible déploiement des autorités étatiques sur le territoire et la faiblesse des ressources et compétences techniques au niveau communal et préfectoral empêchent les collectivités territoriales et les services déconcentrés de l'Etat de mener à bien leurs missions pour garantir une amélioration des conditions de vie des populations en facilitant l'accès aux services et aux infrastructures de base. Cela explique aussi l'absence de plans de développement locaux au niveau des communes.

En février 2019, la signature de l'accord politique de paix et de réconciliation entre l'Etat et plusieurs groupes armés, dits les accords de Khartoum, a ouvert la voie à une sortie durable de la crise via un relèvement socio-économique à moyen et long termes, notamment dans les Préfectures du Sud-Est. C'est dans cette fenêtre d'opportunité qu'AGORA s'inscrit. Ainsi, pour les zones du Sud-Est il apparaît la double nécessité de répondre à des besoins humanitaires urgents, et de profiter d'une relative stabilisation dans les chefs-lieux des sous-préfectures suite à la signature de l'accord de paix pour amorcer des actions de développement à plus long terme. En ce sens, le gouvernement a déjà engagé un effort de redéploiement des services publics dans les régions, ce qui laisse envisager un renforcement parallèle des services sociocommunautaires existants et des structures de gouvernance locale. Ce nexus entre urgence et développement, que l'on appelle le relèvement, est envisageable dans le Sud-Est car les chefs-lieux des préfectures et sous-préfectures sont des milieux plutôt

⁷ International Crisis Group, « Eviter le pire en République Centrafricaine », numéro 253, 2017.

⁸ Groupe de la Banque Mondiale, République Centrafricaine : Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix, 2017-2021

urbains, dans lesquels sont attendus la fourniture des services essentiels, la disponibilité de services administratifs et d'interlocuteurs locaux pour engager le relèvement dans tous les secteurs.

○ Justification d'une intervention multisectorielle

A la lumière des tous ces besoins, une intervention de relèvement multisectoriel dans les Préfectures du Sud-Est semble à la fois possible et nécessaire. ACTED, OXFAM, COOPI, CONCERN, Free Press Unlimited (FPU) et IMPACT Initiatives se sont réunies en Consortium afin de répondre aux difficultés présentées ci-dessus et renforcer de manière holistique les capacités de résilience des communautés dans 21 chef lieux de préfectures ou de sous-préfectures dans la zone du Sud Est (Voir Annexe 1 : « Carte des interventions du consortium dans le cadre du projet RELSUDE »). L'objectif du projet RELSUDE est à la fois de répondre aux besoins de base des populations, de renforcer les capacités de relèvement socio-économiques des communautés, et d'accompagner la consolidation du rôle des autorités locales.

L'expertise, l'expérience, la capacité opérationnelle et la présence géographique des membres de ce Consortium, mené par ACTED, garantit une couverture totale, mutualisée, rapide et efficace des 21 villes des Préfectures du Sud-Est. Dans toutes les villes d'intervention, le Consortium apportera un appui holistique articulé autour de 4 volets d'intervention, à savoir :

- 📍 Volet 1 : relance économique
- 📍 Volet 2 : eau, hygiène et assainissement
- 📍 Volet 3 : protection, réconciliation, paix
- 📍 Volet 4 : appui aux autorités locales.

Cette action s'inscrit dans le cadre du Pilier 1 « Soutenir la paix, la sécurité et la réconciliation » et le Pilier 2 « Renouveler le contrat social entre l'Etat et la population » du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix pour la République Centrafricaine 2017-2021 (RCPCA). L'Action proposée par le Consortium est également en ligne avec la stratégie « Les solutions durables pour les déplacés internes et les réfugiés centrafricains 2018-2021 » notamment en ce qui concerne l'adoption des approches et activités de relèvement pour faciliter la réintégration des déplacés dans leur zone d'origine ou d'accueil.

○ Implication de AGORA dans la dynamique du programme

La contribution d'IMPACT, à travers l'initiative AGORA et en collaboration avec les autres membres du Consortium, consistera en la réalisation d'évaluations territoriales des besoins dans la totalité des villes ciblées (21/21)⁹, sur base desquelles 21 plans de relèvement locaux seront élaborés afin de permettre aux autres acteurs du Consortium d'adapter leurs interventions dans chaque ville.

L'évaluation territoriale proposée par AGORA ambitionne de proposer une grille de lecture à la fois :

- 📍 Territoriale : tenant compte du contexte urbain et péri urbain, de l'écosystème de services et des modes de gouvernance propres à chacune des 21 localités ciblées ;
- 📍 Inclusive : reflétant les enjeux et priorités dans tous les secteurs d'interventions et impliquant les parties prenantes dans leur diversité ;
- 📍 Commune : compréhensibles et appropriables par tous les partenaires, y compris les autorités communales.

⁹ Dans le cas où certaines localités bénéficieraient déjà d'un diagnostic territorial et d'un plan de développement local correspondant au cahier des charges de AGORA, il est possible que l'évaluation menée par AGORA soit revue afin de ne pas dupliquer les efforts. Il pourra être envisagé une actualisation des données ou bien l'approfondissement de certains aspects de ces plans de développement locaux.

L'initiative AGORA propose des instruments simples d'évaluation des besoins localement et de préparation de plans de réponse adaptés à chaque localité. Il s'agit non seulement de fournir une compréhension fine des besoins et opportunités aux acteurs de la réponse (acteurs institutionnels et techniques locaux, mais aussi acteurs de l'aide), mais également de soutenir i) les municipalités de ces territoires fragilisés par la crise à planifier et coordonner toutes les initiatives de relèvement local, et ii) les acteurs humanitaires dans l'identification d'interventions pertinentes directement réalisables dans le cadre du projet.

2.2 Pertinence de la recherche

La plupart des sources d'informations et plans de réponse – qu'ils soient humanitaires ou de développement – existant en RCA couvre une échelle nationale ou régionale. A l'échelle précise des villes secondaires en RCA, et particulièrement dans les préfectures du Sud Est du pays, très peu d'informations sur les besoins et opportunités de réponse sont disponibles. Or, les territoires urbains constituent l'unité d'intervention du projet RELSUDE. Par ailleurs, les acteurs locaux de ces territoires - tels que les Mairies, services techniques déconcentrés, acteurs de la société civile, secteur privé, les autorités traditionnelles et filets de sécurité informels - sont les premiers pourvoyeurs de solutions de relèvement, mais sont souvent peu impliqués dans la définition des réponses apportées par l'aide internationale, alors même que leur engagement permettrait des interventions plus adaptées au contexte local et donc plus pérennes.

L'approche de AGORA permettra aux partenaires du consortium de construire les interventions locales sur la base d'une analyse robuste des besoins, des capacités et des opportunités de relèvement propres à chaque localité. Ainsi, les évaluations territoriales seront à la base de 21 plans de relèvement locaux. Ce sont ces plans qui définiront avec précision les axes d'interventions prioritaires dans chaque localité et les modalités d'intervention les plus adaptées, notamment en termes de partenariat avec les acteurs locaux. Les acteurs du Consortium pourront ainsi adapter leurs interventions dans chaque ville, notamment dans des villes enclavées, où il y a une visibilité limitée des besoins de la population (à Bambouti par exemple).

Les évaluations territoriales et la planification participative qui s'ensuivra informeront donc directement la programmation des activités du consortium dans le cadre du projet RELSUDE, et indirectement la communauté humanitaire et de développement, les autorités municipales et les autorités administratives déconcentrées.

Cet exercice répond au besoin du projet de comprendre les besoins et opportunités d'interventions dans chaque territoire, mais aussi de poser les bases d'un processus de coordination multipartenaires.

3. Méthodologie

3.1. Aperçu de la méthodologie

Les données seront collectées à travers des méthodes quantitatives et qualitatives entre mars et septembre 2020. L'analyse des besoins réalisée par AGORA combine une analyse des caractéristiques du territoire à une lecture des besoins des habitants vivant dans les 21 villes ciblées par le projet. Les équipes AGORA seront en mesure de fournir, avant la finalisation des 21 PRL, des informations à ses partenaires leur permettant de commencer à planifier leurs interventions de réponse : cartes monographiques des territoires, base de données des acteurs locaux, notes et compte-rendus des groupes de discussions.

La réalisation des évaluations territoriales se fera selon un **séquençage géographique**. Il est prévu que le premier déploiement des équipes AGORA s'effectue dans la localité de Bambari, préfecture de la Ouaka, entre mars et mai 2020. Cette décision répond à plusieurs impératifs :

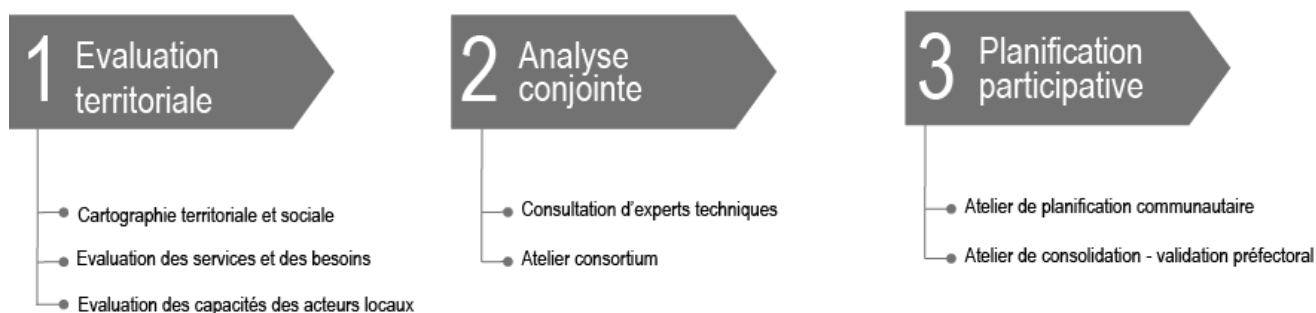
- 📍 Opérationnel : disposer d'une base permanente à Bambari permettra aux équipes de rayonner sur les localités de Grimari, Kouango, Ippy et Bakala, tout en étant en mesure de s'adapter aux contraintes logistiques et sécuritaires en temps réel. De plus, la préfecture de la Ouaka figure parmi les zones les plus facilement accessibles parmi celles choisies dans le cadre du projet RELSUDE. Cela permettra aux équipes de se concentrer sur l'élaboration et la consolidation des outils mis en œuvre, et de capitaliser sur les bonnes pratiques ;
- 📍 De coordination : les premières localités ciblées permettent d'impliquer la majorité des partenaires du Consortium.

A partir d'avril 2020, il est prévu que les équipes se déplacent vers une autre base opérationnelle permettant de la même manière de couvrir plusieurs localités afin de compléter la première phase de collecte de données (par exemple Alindao pour la Basse-Kotto ou Bangassou pour le Mbomou). Les équipes AGORA seront organisées de telle sorte que le traitement des données de la première phase sera effectué en parallèle de la collecte de données de la seconde phase, qui pourra débuter à partir de mai 2020. De la même manière, la troisième phase pourra débuter dès juillet 2020. Ainsi, les collectes de données seront assurées en continu permettant la finalisation de 7 PRL en juin, 7 PRL en août et 7 PRL en septembre 2020 (cf. section 3.5. « Chronogramme pour la composante AGORA » et Annexe 1 « Carte des interventions du consortium dans le cadre du projet RELSUDE »).

Au sein de chaque localité, le **phasage méthodologique** sera réparti comme suit :

1. Le diagnostic territorial, qui sera composé de :
 - 📍 La cartographie des territoires et des acteurs ;
 - 📍 L'évaluation territoriale des besoins et des filières ;
 - 📍 Du diagnostic des capacités des acteurs locaux ;
2. La planification participative, qui intégrera :
 - 📍 La planification participative des interventions au niveau communautaire ;
 - 📍 La consultation de personnes ressources pour enrichissements techniques ;
 - 📍 La validation par les autorités territoriales.

Les paragraphes suivants résument la méthodologie pour chacune des phases :



○ La cartographie territoriale et sociale

Cartographie des acteurs

La première étape du déploiement sur le terrain permettra d'identifier, au sein de chaque ville, les acteurs ou groupe d'acteurs ayant un rôle à jouer dans les initiatives de relèvement local ciblées par le programme. L'équipe prendra d'abord contact avec les autorités sous-préfectorales, municipales et traditionnelles (facilement identifiables) pour identifier les autres interlocuteurs pertinents à travers la technique du *snowballing*. Il s'agira aussi bien des leaders communautaires et d'opinion, des services techniques, des organisations de la société civile, des associations socio culturelles et récréatives, instances de protection communautaire, Comités Locaux de Paix et de Réconciliation, des groupes non étatiques, ainsi que des opérateurs privés ou notables. AGORA dressera une carte sociale de ces parties prenantes, en tenant compte de la diversité de leurs rôles, et mandats, allégeances éventuelles et influence communautaire. Les Groupes de discussions qui seront organisés lors de la phase suivante (évaluation territoriale) permettront d'affiner cette analyse en tenant compte du point de vue des membres de la communauté vis-à-vis de ces acteurs clefs. Les acteurs les plus influents et les acteurs de la société civile les plus engagés dans le relèvement seront ainsi clairement identifiés pour être impliqués pleinement dans la mise en œuvre du programme. Cette identification se fera sur la base d'une matrice, comme présenter sur la Figure 1, permettant de « positionner » chaque acteur selon son niveau d'influence.

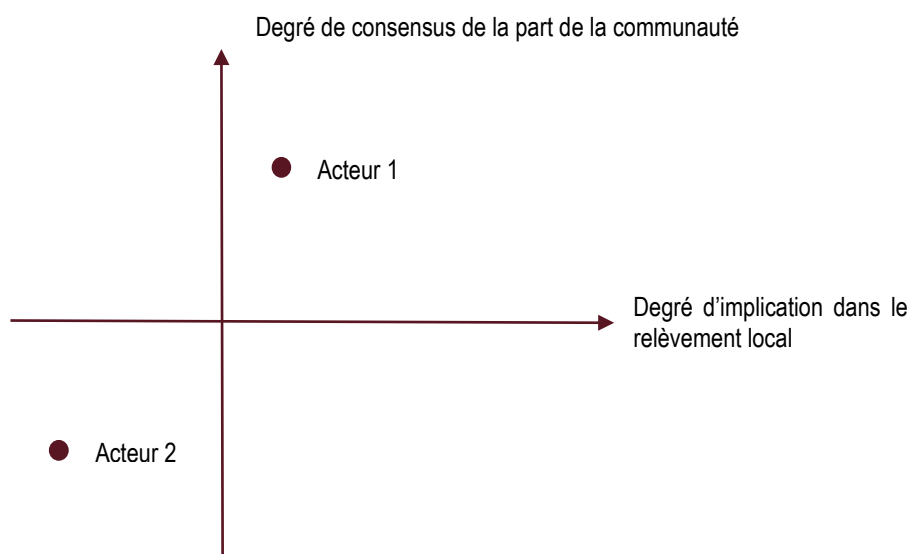


Figure 1. Matrice de classification des acteurs du relèvement local

Il reviendra aux équipes AGORA de placer les différents acteurs du relèvement local sur la matrice présentée ci-dessus :

- 📍 Le degré de consensus de la part de la communauté sera apprécié au vue des échanges entre les participants aux groupes de discussions, lorsqu'il leur sera demandé d'identifier les acteurs qui selon eux représentent le mieux leur communauté et défendent le mieux leurs intérêts. En d'autres termes, si les participants s'accordent facilement sur la désignation des acteurs principaux du relèvement local alors le consensus communautaire sera jugé comme étant fort. A l'inverse, si les participants n'identifient pas les mêmes acteurs et/ou semblent en désaccord sur la légitimité de certains alors le consensus sera jugé faible ;
- 📍 Le degré d'implication des acteurs sera estimé grâce au nombre d'activités ayant trait au relèvement local dans lesquelles ils sont impliqués. Le nombre d'exemples concrets cités par les participants aux discussions sera un bon indicateur en ce sens.

Il s'agira également de nourrir un répertoire de contacts et d'identifier les méthodes les plus adaptées pour maintenir une communication avec ces acteurs, les mobiliser et diffuser des informations à la communauté par le biais de certains. Cette étape permettra également de pré-identifier les éventuels instruments de concertation et de prise de décision locale existants, soit par le biais du cadre légal, de la sphère coutumière ou de projets de l'aide.

Cartographie des territoires

Cette première étape aura aussi pour but de cartographier, avec le concours de représentants de la communauté, les « bassins de vie » des villes, c'est-à-dire l'unité géographique la plus cohérente et pertinente pour les interventions communales à venir selon l'étendue de l'écosystème de services de base et l'espace des échanges économiques locaux. Ces « bassins de vie » représentent généralement une aire géographique d'entre 5 et 10 km de rayon autour du centre urbain, dépendamment de sa taille et de son rayonnement économique. Cette étape permettra également d'identifier les spécificités socio-démographiques des quartiers qui composent chaque ville, de dégager éventuellement des zonages particuliers, comme des poches de pauvreté, camps de déplacés, zones exposées à des risques environnementaux, espaces de production agricoles et couloirs de transhumance situés dans l'environnement immédiat des villes étudiées. Ces éléments viendront alimenter l'évaluation territoriale. Les différents services de base seront également pré-identifiés lors de cette étape.

○ **L'évaluation des services et des besoins**

Evaluation de l'offre et demande en services de base

Une évaluation quantifiée et qualifiée des besoins sera réalisée dans chaque ville, pour mesurer de manière exhaustive les lacunes en termes de fourniture de services essentiels et pour identifier les filières économiques porteuses localement, c'est-à-dire susceptibles de fournir des débouchés en termes de production et d'échanges marchands. Ces évaluations territoriales offriront une lecture exhaustive de l'écosystème des services socioéconomiques locaux en tenant compte de leurs contraintes et potentialités, selon les besoins d'informations exprimés par les partenaires du Consortium et leurs contreparties. Elles seront conduites sur l'ensemble des territoires des villes tels que délimités durant l'étape précédente, en s'appuyant sur des outils de collecte mêlant des entretiens directifs et semi-directifs avec des informateurs clefs ainsi que des groupes de discussions avec les usagers des services de base existants. Les autorités locales, fournisseurs de services et opérateurs économiques seront impliqués dans la conduite de l'évaluation sur le terrain, notamment dans la mobilisation communautaire, afin de favoriser une réelle appropriation de la démarche de recherche et de ses résultats.

Les besoins des habitants en termes d'accès aux services de base (eau, assainissement, éducation, protection sociale, etc.) seront mis en perspective avec la disponibilité réelle de ces services et leurs besoins en termes de renforcement de capacité. Une analyse couplée entre les réalités d'accès et de disponibilité de services permettra de cartographier les zones

d'achalandage des services, c'est-à-dire leur rayonnement géographique. Ceci permettra non seulement d'identifier les besoins de renforcement des services existants, mais aussi d'identifier quels services ne sont pas du tout fournis. Les préoccupations de la communauté en termes de cohésion sociale et de solutions durables pour le retour des populations déplacées seront également examinées dans les localités pertinentes.

Evaluation des opportunités économiques

Enfin, un état des lieux des activités économiques majeures pratiquées par les communautés au sein des territoires urbains sera mis en perspective avec une identification des opportunités économiques présentant des débouchés par filières, ainsi qu'une analyse rapide de leurs chaînes de valeur. Une attention particulière sera apportée à l'état des lieux des pratiques agricoles et pastorales, à l'état des infrastructures marchandes, à l'existence d'offres locales de formation et de groupements économiques structurés, ainsi qu'aux équipements éventuels de transformation. L'étude s'intéressera notamment aux contraintes et opportunités en termes de production, de formation, mais aussi d'écoulement sur les marchés locaux ou voisins des biens et des services dans des filières existantes à fort potentiel. Les potentialités d'échanges marchands entre les villes seront également étudiées.

○ Le diagnostic des capacités des acteurs locaux

Afin de renforcer les acteurs locaux du relèvement dans leurs missions et responsabilités propres, ainsi que de les outiller pour qu'ils puissent prendre pleinement part à la mise en œuvre du programme localement, IMPACT facilitera un processus d'évaluation des capacités des parties prenantes clefs du programme, qu'ils soient acteurs non-étatiques, autorités locales ou services techniques. Ce processus vise à analyser les compétences et moyens de chaque acteur à remplir effectivement ses missions, en fonction de ses mandats et priorités. Les angles d'analyse utilisés pour faciliter ces auto-évaluations seront donc nécessairement différenciés en fonction du type d'acteur et de ses responsabilités vis-à-vis du relèvement communautaire, de ses domaines de compétences, et ce selon les résultats de la cartographie des acteurs réalisée au démarrage de l'action. Ces évaluations visent les acteurs retenus à suite de la cartographie des acteurs sur la base de leur rôle avéré ou potentiel dans les efforts de relèvement.

Evaluation des capacités des acteurs institutionnels locaux

Les acteurs de la gouvernance locale ciblés seront les élus locaux (Maires, conseillers municipaux), les agents communaux, les services techniques déconcentrés. Leurs capacités à jouer pleinement leurs rôles respectifs seront analysées à travers le prisme du cadre légal et institutionnel de la décentralisation en République Centrafricaine, qui définit les modalités du transfert de compétence pour la fourniture des services de base aux communautés. L'évaluation des capacités portera aussi bien sur leur compréhension de leur mandat, les compétences techniques dans leurs domaines de compétence respectifs que les ressources et moyens à leur disposition (budget, moyens roulant, espace de travail, etc...). Des priorités d'accompagnement seront dégagées et feront l'objet du développement de curricula de formation adaptés aux besoins des acteurs, et animé par un partenaire spécialisé.

Evaluation des capacités des acteurs de la société civile

En raison notamment des faibles ressources de l'Etat et des autorités locales dans de nombreuses villes de RCA, les organisations de la société civile notamment, sont amenées à endosser des responsabilités importantes pour la promotion de la cohésion sociale, du développement socio-économique, de la protection, etc... Il s'agira de faciliter auprès de ces acteurs des auto-diagnostic de leurs capacités organisationnelles et techniques permettant de développer des formations qui optimisent leur effort pour le relèvement local. Ces évaluations seront réalisées en partenariat avec Oxfam, qui dispose d'une expérience avérée dans l'accompagnement de la société civile en RCA et d'un outil spécifique à l'auto évaluation des capacités (« *Taking the Lead* »), et donneront lieu au développement de curricula de formation adaptés aux besoins des acteurs, et animé ultérieurement par les ONG du Consortium, chacune dans leurs zones respectives.

L'évaluation des capacités des OSC couvrira : i) l'évaluation des capacités organisationnelles individuelles et collectives des OSC, ii) l'identification des opportunités de complémentarité avec les acteurs institutionnels locaux.

- **La planification participative des interventions au niveau communautaire**

Les résultats clefs seront discutés avec les parties prenantes de la gouvernance locale et des représentants des communautés réunis en un atelier communautaire inclusif par ville, puis un atelier de consolidation et d'enrichissement au niveau préfectoral (mettant en commun les villes des mêmes préfectures). Ces ateliers auront pour but de présenter, interpréter et prioriser les résultats de l'évaluation des besoins.

- **La consultation de personnes ressources pour enrichissements techniques**

Sur la base de la planification communautaire, des personnes ressources, disposant d'une expertise dans un ou plusieurs secteurs ciblés par les PRL, seront consultées afin d'enrichir les résultats préliminaires du diagnostic territorial. Ces personnes pourront formaliser en termes techniques les besoins prioritaires identifiés par les acteurs locaux et proposer des interventions de réponse pragmatiques pour relancer les services sociaux de base et dynamiser le tissu économique dans chaque ville. Il pourra s'agir de facilitateurs ou co-facilitateurs des clusters, des directions techniques des ministères de tutelle ou des directions régionales, de chercheurs ou personnel clefs de programmes de l'aide. La littérature pertinente pourra également servir de référence, sur un modèle de 'benchmarking' de bonnes pratiques.

- **La validation par les autorités territoriales**

Finalement, les innovations techniques proposées par les acteurs du Consortium seront présentées aux acteurs locaux. Ces stratégies d'interventions seront compilées dans des plans de relèvement communautaires, dont l'ambition est de fournir une feuille de route claire et pragmatique pour relancer les services sociaux de base et dynamiser le tissu économique dans chaque ville. En effet, ces plans de relèvement listeront, pour chaque besoin prioritaire identifié localement, une stratégie de réponse dont certaines seront directement mises en œuvre par le Consortium, sous l'égide des collectivités locales. Ceci concerne aussi bien les interventions en hard que les actions de renforcement de capacité les plus adaptés aux lacunes identifiées à l'étape de l'évaluation.

Ces plans contiendront également les résultats des évaluations, c'est-à-dire des cartes de l'écosystème des services socio-économiques de base, les conclusions des analyses des besoins en relance des services de base, soutien aux débouchés économiques et besoins en renforcement de capacités des acteurs locaux.

Ces plans feront l'objet d'un plaidoyer auprès des acteurs de l'aide et institutionnels, à travers des ateliers, conférences, et d'une communication à l'international à travers les réseaux de communication de IMPACT. AGORA appuiera les parties prenantes de la gouvernance locale tout au long du projet dans le suivi de la mise en œuvre de ces plans.

3.2. Population visée

- **La zone géographique évaluée**

La recherche ciblera 21 villes dans les Préfectures de la Basse-Kotto, du Haut-Mbomou, de la Haute-Kotto, du Mbomou et de la Ouaka, à savoir (par ordre alphabétique) : Alindao, Bakala, Bakouma, Bambouti, Bangassou, Bria, Djéma, Gambo, Grimari, Ippy, Kouango, Kembé, Mingala, Mobaye, Obo, Ouango, Satema, Rafai, Yalinga, Zangba et Zémio.

- **La population visée**

Au sein de chaque localité, la recherche interrogera :

- 📍 la population résidente qui comprend des habitants de long-terme, des déplacés et des retournés dans certains cas ;
- 📍 Les acteurs institutionnels locaux ;
- 📍 Les services techniques locaux
- 📍 Les acteurs de la société civile ;
- 📍 Les fournisseurs de service de base ;
- 📍 Les principaux acteurs économiques ;
- 📍 Les membres de la communauté : habitants, leaders communautaires et religieux, délégués d'associations ou de coopératives, etc.

○ L'unité de mesure

Pour les activités relevant de la collecte de données, l'unité de mesure est celle de « l'aire urbaine ». Il s'agit de l'aire géographique d'entre 5 et 10 km de rayon autour du centre urbain (concentration de populations, de bâtis et de services), dépendamment de la taille et du rayonnement économique de chaque localité (appréciés grâce à la cartographie participative et aux évaluations des filières économiques). Cette zone de 5 à 10 km de rayon correspond à la zone d'accès aux services de base sur une distance qui peut être parcourue à pied sur la journée par les populations locales.

3.3. Revue des données secondaires

Sources presses et publications d'analystes politiques :

Des centres de recherche tels que le Crisis Group publient des analyses fines du contexte socio-politique dans lequel s'ancre la crise en République Centrafricaine et les jeux d'alliance des différents groupes armés protagonistes dans la zone. Ce type de sources permettent de mieux cerner l'influence de problématiques sensibles comme la gestion de l'extraction des ressources naturelles dans la perpétuation du conflit, ainsi que de décontextualiser la crise dans des éléments d'histoire sociale. Ces documents sont particulièrement importants pour saisir le rôle des autorités traditionnels et acteurs non étatiques locales dans la gouvernance des territoires.

Une veille médiatique permet également de se tenir à jour sur les événements perturbateurs qui ont lieu dans la zone.

Sources du secteur humanitaire : analyse des besoins, plans de réponse, littérature « grise »

Le recours à la documentation du secteur humanitaire permet de cerner les principaux besoins et modalités de réponses à ces besoins dans la zone d'intervention, dans tous les secteurs ainsi que les priorités de réponse mises en avant par le HNO/HRP. Ces documents officiels et de travail alimentent la cartographie des acteurs et l'analyse des gaps informationnels à la fois au niveau des territoires et des secteurs.

Les produits d'information et données de REACH seront utilisés pour fournir une première compréhension quantitative des besoins humanitaires, en particulier le MSNA (2019) et les données du mapping des écoles (2020).

Les standards humanitaires, banques d'indicateurs et plans de réponse par secteurs (EHA, éducation, santé, solutions durables) fournis par les clusters sont consultés pour la conception des outils, le but étant que les indicateurs retenus soient facilement appropriables par les partenaires humanitaires et comparables avec des données d'autres géographies.

Les rapports d'évaluation, de diagnostic des besoins et certaines études de faisabilité techniques réalisées par des ONG internationales sur des territoires ou problématiques pertinentes pour le projet permettent d'alimenter à la fois les outils de collecte sur des thématiques précises, et fournissent une base pour la tringulation des informations.

Les analyses sécuritaires publiées par INSO seront également consultées pour alimenter la cartographie des acteurs (sensible au conflit), nourrir les analyses sur la thématique de la cohésion sociale. D'un point de vue logistique, ces informations seront importantes dans la planification déplacements, en tenant compte de l'évolution des risques sécuritaires pour les ONG internationales.

Sources du développement

Les connaissances publiées par les acteurs de développement (bailleurs de fonds, agences des nations unies, bureaux de consultants) sont particulièrement informatives dans les secteurs du développement local, de la gouvernance et du développement économique local.

Sources officielles du gouvernement de la RCA

Dans la perspective de travail de AGORA, l'alignement des informations et interventions des partenaires humanitaires avec les objectifs de développement affichés par les autorités centrales ou locales est primordial. Pour cette raison, le travail de définition d'indicateurs de AGORA se réfère largement aux cadres et normes en vigueur pour chaque secteur d'intervention. Il s'agit notamment des politiques ou stratégies nationales de l'hydraulique, du développement agricole, des solutions durables, de santé et d'éducation. Les textes de loi sur le fonctionnement de la décentralisation et les attributions des services administratifs déconcentrés constituent la référence en matière d'évaluation des capacités des acteurs institutionnels locaux.

Les plans de développement locaux des communes, lorsqu'ils existent, sont également une source de données secondaire importante.

Données géo-spatiales et démographiques

Un profilage préliminaire des localités étudiées sera réalisé sur la base d'une revue des données secondaires géo-spatiales (google Earth, OSM, UNOSAT en cas de lacunes) et des données démographiques (projections OCHA, ICASEES) disponibles.

Cela permettra d'identifier les attributs principaux des villes cibles, à savoir :

- 📍 La superficie urbanisée ;
- 📍 La densité de population ;
- 📍 La présence de communautés déplacées (localisation des sites et camps) ;
- 📍 La présence et l'emprise des groupes armés et historique rapide des événements sécuritaires ;
- 📍 La présence de partenaires humanitaires et du développement ;
- 📍 Le modèle de gouvernance en place ;
- 📍 L'existence d'un PDL (publié ou en cours d'élaboration).

Tous ces éléments constitueront une base de données interne sur laquelle l'équipe AGORA s'appuiera pour décider de la méthodologie pertinente à adopter pour les étapes suivantes de la recherche. En effet, cela permettra d'opérer une typologie des territoires, interne à l'équipe AGORA, afin de déterminer quelle échelle d'analyse privilégier :

- 📍 Les villes densément peuplées ou qui disposent d'une répartition de la population très éparse pourront faire l'objet d'une évaluation territoriale détaillée selon les différents quartiers ou pôles d'habitation / de vie. Limite assez claire entre le centre urbain et la périphérie rurale en termes de tissu spatial = scénario 'approfondi' ;
- 📍 Les villes peu densément peuplées et / ou concentrées en termes de répartition de la population seront considérées comme des entités uniques et traitées comme telle pour la réalisation des évaluations.

Quel que soit le profil de la localité, les ateliers cartographiques seront mis en place.

3.4. Collecte de données primaires

CARTOGRAPHIE DES TERRITOIRES ET DES ACTEURS

○ Entretiens préalables avec les acteurs du territoire

Méthode : Les données seront collectées par un des membres de l'équipe AGORA dès son arrivée dans la localité. Le staff AGORA réalisera un entretien semi-directif individuel avec chaque informateur clef identifié grâce aux informations recueillies lors des visites initiales de présentation aux diverses autorités locales. Ces entretiens seront réalisés pour la majeure partie grâce à la prise de rendez-vous avec les personnes pertinentes. Certains entretiens pourront être menés par téléphone dans le cas où des personnes ressources ne seraient pas disponibles sur la fenêtre de temps impartie pour cette activité (2 jours sur les 10 jours de présence physique de l'équipe AGORA dans la localité). Les autres interlocuteurs pertinents seront identifiés grâce à la méthode du snowballing.

Echantillonnage : Environ 5 informateurs clefs prendront part aux entretiens préalables dans chacune des localités. Ces informateurs clefs seront identifiés parmi les membres des autorités communales de chaque localité, les notables, les leaders communautaires et religieux, les « anciens » et toute autre personne ressource jugée pertinente pour le contexte de chaque localité. Ils seront sélectionnés sur base de leurs connaissances de la localité et de leur statut de représentant de la communauté.

Outils : Un guide d'entretien semi-directif sera élaboré par AGORA et consolidé dans la mesure du possible par les membres du Consortium. L'objectif sera d'obtenir des informations relatives :

- 📍 Au profil historique de la localité ;
- 📍 Au mode de gouvernance locale ;
- 📍 Aux secteurs économiques porteurs ;
- 📍 A la vie associative et au tissu d'acteurs de la société civile ;
- 📍 Aux mécanismes de justice et de cohésion sociale ;
- 📍 A la présence d'acteurs extérieurs (ONGs, MINUSCA, etc.).
- 📍 A la situation sécuritaire (présence et influence des Groupes armés, risques de protection, etc...)

Triangulation : La réalisation d'entretiens avec des acteurs différents permettra de trianguler l'information.

○ Ateliers de cartographie participative

Méthode : Les données seront collectées par les équipes AGORA, via la réalisation de Mapping Focus Group Discussions (MFGD) selon le profil de chaque localité.

Echantillonnage : 4 à 8 MFGDs seront réalisés dépendamment du profil de chaque localité étudiée. Une désagrégation selon le genre sera effectuée. Le statut de déplacement, âge et l'ethnie sont des critères de désagrégation qui pourront être envisagés si cela s'avère pertinent compte tenu du contexte de chaque localité.

Les ateliers de cartographie participative seront menés avec 8 à 10 membres de la communauté et auront pour objectifs de cartographier les « bassins de vie » et les « aires de fourniture de services ». Les bassins de vie peuvent être définis comme les zones de peuplement territoriales qui se justifient par un sentiment d'appartenance à ce territoire de la part des populations. En d'autres termes, ce qui fait que les populations se sentent « chez elles » sur un territoire plutôt qu'un autre. Les « aires de fourniture de services » sont les périmètres sur lesquels se trouvent les services de base, c'est-à-dire d'une

part les services essentiels en eau/hygiène/assainissement, santé, éducation et marchés, et d'autre part les autres services communautaires tels que les espaces pour la jeunesse, les infrastructures récréatives et sportives ou encore les radios.

Il s'agira de comprendre la structuration du territoire en termes de :

- 📍 Foyers d'habitation et de production économiques/agricole ;
- 📍 Maillage des infrastructures socio-communautaires de base et conditions d'accès à ces infrastructures. L'accessibilité étant comprise dans sa dimension physique mais aussi morale (discriminations, marginalisations) ;
- 📍 Espaces de socialisation ;
- 📍 Voies de communication, flux de marchandises et de personnes.

Outils : Le nombre des ateliers variera entre 4 et 8 selon la nécessité de focaliser l'analyse à l'échelle des différents quartiers ou de la localité dans son ensemble.

Les ateliers de cartographie participative seront menés sur le modèle des groupes de discussions (Focus Group Discussion), à l'aide de guides de discussions semi-directifs élaborés par les équipes AGORA. La spécificité du MFGD repose sur l'utilisation de fonds de carte comme support privilégié pour la collecte des réponses des participants. En effet, entre 2 et 3 cartes, selon les échelles jugées pertinentes pour l'analyse du contexte des localités, seront imprimées afin de susciter une discussion des participants autour de ce support cartographique.

Triangulation : Les données seront triangulées avec les données secondaires disponibles, notamment grâce aux enquêtes réalisées par REACH (RRM, Suivi des marchés, Cartographie des écoles). Par ailleurs, les équipes AGORA seront présentes dans chaque localité sur une période de 10 jours en moyenne, leur permettant de s'approprier, via des observations directes, le territoire et son aménagement.

EVALUATION TERRITORIALE

○ Entretiens avec les fournisseurs de services de base

Méthode : Ces entretiens dirigés seront réalisés avec des informateurs clefs par les enquêteurs AGORA.

Echantillonnage : L'échantillonnage sera exhaustif et ciblera 10 à 20 informateurs clefs parmi les principaux fournisseurs de services de base dans chaque localité, relevés pendant la cartographie participative.

Les services de base étant entendus comme étant :

- 📍 La santé ;
- 📍 L'éducation¹⁰ ;
- 📍 L'Eau Hygiène et Assainissement ;
- 📍 Les marchés.

Les informateurs clefs seront des personnes ressources disposant d'informations sectorielles, tels que les gestionnaires de points d'eau communautaires ou publics, les représentants d'éventuels comités de gestion d'infrastructures communautaires, des directeurs d'établissements sanitaires, scolaires et de formation professionnelle, des représentations de services administratifs éventuels, des gestionnaires de marchés, etc. L'identification de ces personnes sera affinée grâce à l'exercice de cartographie participative.

¹⁰ Potentiellement pas nécessaire, si nous reprenons les données du Mapping des Ecoles effectué par REACH entre Janvier et Février 2020.

Outils : Un questionnaire Kobo sera administré sur des tablettes par les enquêteurs AGORA. Dans le questionnaire, l'enquêteur pourra sélectionner le secteur pour lequel l'informateur clef est interrogé.

Triangulation : La réalisation d'entretiens avec des acteurs différents et nombreux permettra de trianguler l'information. Par ailleurs, les groupes de discussions avec les membres de la communauté qui suivront permettront de creuser les aspects relatifs à la demande pour ces services essentiels de base.

○ **Groupes de discussion avec les membres de la communauté**

Méthode : Les équipes AGORA animeront des groupes de discussion (FGD) avec des membres de la communauté de chaque localité. Ces groupes de discussions suivront un canevas semi-directif ayant pour objectif de faire émerger des discussions entre les participants sur les thématiques suivantes :

- 📍 Vulnérabilités socio-économiques de la population locale ;
- 📍 Mécanismes de gouvernance locale ;
- 📍 Enjeux d'accès aux services de base ;
- 📍 Cohésion sociale et solutions durables

Echantillonnage : 4 à 8 FGD seront réalisés par ville selon typologie de celle-ci. Comme pour les MFGD, une désagrégation par genre sera opérée. Quant au statut de déplacement, l'âge et l'ethnique ils seront retenus comme des critères de désagrégation seulement si cela s'avère pertinent dans le contexte de chaque localité.

Outils : Les équipes utiliseront des guides d'entretiens semi-directifs. Les staffs AGORA animeront les discussions tandis que les enquêteurs seront en charge de prendre les notes. Ces notes seront saisies par la suite dans une matrice d'analyse permettant d'obtenir une vision d'ensemble à l'échelle de la localité. Les notes pourront être complétées a posteriori grâce à l'écoute des enregistrements audios des FGDs. Ces enregistrements seront utilisés uniquement pour la vérification de certaines informations et ne feront pas l'objet d'une retranscription exhaustive et systématique. Ces enregistrements audio se feront uniquement sur des appareils AGORA, si le consentement de tous les participants est obtenu a priori. Ils seront supprimés une fois les minutes des FGD élaborées, complétées et validées en versions finales. Aucun enregistrement ne sera partagé en externe ou via e-mail.

Triangulation : Les données seront triangulées avec les données secondaires disponibles, notamment en termes d'infrastructures de base et de gouvernance locale. Par ailleurs, les équipes AGORA seront présentes dans chaque localité sur une période de 10 jours en moyenne, leur permettant de s'approprier, via des observations directes et des discussions bilatérales avec un nombre conséquent d'acteurs, la dynamique de chaque territoire.

○ **Etude des filières économiques**

Méthode : Dans le but de comprendre le tissu économique de chaque localité, les équipes AGORA mèneront à la fois des groupes de discussion avec les principaux acteurs économiques locaux. Puis, afin d'analyser les opportunités de création de valeurs au sein des filières porteuses localement (identifiées au préalable grâce aux groupes de discussion) des entretiens individuels plus poussés seront menés avec les acteurs clefs du territoire.

Echantillonnage : 2 FGD, suivant une désagrégation genrée, seront menés par localité puis entre 10 et 15 entretiens avec des informateurs clefs.

Les répondants des FGD seront des acteurs économiques locaux, issus de différentes couches sociales et représentant différentes filières économiques. Une attention particulière sera portée à ce que chaque maillon de la chaîne de valeur soit représentée par un participant au FGD (producteur, intermédiaire, transformateur, transporteur, commerçant, consommateur).

Les répondants des entretiens individuels seront des opérateurs économiques reconnus pour leur expertise ou niveau de connaissance dans des filières d'opportunités identifiées dans la localité, des représentants des services techniques déconcentrés des ministères sectoriels pertinents, des représentants d'associations d'opérateurs économiques (identifiés suite à la cartographie des acteurs et aux FGD préalables).

Outils : Les FGD seront menés sur la base de guide d'entretien semi-directifs élaborés par les équipes AGORA. Chaque fois, un modérateur AGORA sera en charge de l'animation de la discussion tandis qu'un enquêteur aura la responsabilité de prendre des notes.

Les notes pourront être complétées a posteriori grâce à l'écoute des enregistrements audio des FGDs. Ces enregistrements seront utilisés uniquement pour la vérification de certaines informations et ne feront pas l'objet d'une retranscription fidèle. Ces enregistrements audio se feront uniquement sur des appareils AGORA, si le consentement de tous les participants est obtenu a priori. Ils seront supprimés une fois les minutes des FGD élaborées, complétées et validées en versions finales. Aucun enregistrement ne sera partagé en externe ou via e-mail.

Les entretiens avec les informateurs clefs seront réalisés grâce à des questionnaires directifs administrés sur des tablettes via l'application KOBO.

Les chaînes de valeur des filières économiques identifiées seront analysées de façon non exhaustive par les équipes AGORA notamment grâce aux outils d'étude de filières déjà éprouvés par ACTED¹¹. Chaque partenaire pourra, sur la base de l'identification par AGORA des filières porteuses, entreprendre une analyse plus poussée des chaînes de valeurs.

Triangulation : La réalisation d'entretiens avec des acteurs différents et nombreux permettra de trianguler l'information. Par ailleurs, le déploiement de deux outils, qualitatif via les FGD et quantitatif via les entretiens individuels, permettra de croiser les données collectées et d'assurer la fiabilité des résultats obtenus.

DIAGNOSTIC DE CAPACITES

○ Diagnostic des capacités des Organisations de la Société Civile (OSC)

Méthode : L'équipe AGORA organisera un groupe de discussion avec divers acteurs de la société civile, par localité, permettant de procéder à une auto-évaluation de leurs capacités techniques et organisationnelles.

Echantillonnage : Les OSC sélectionnées pour participer à cette activités seront celles présentes sur chacune des localités ciblées. Elles seront sélectionnées selon des critères définis dans l'outil OXFAM, enrichis des résultats de la cartographie des acteurs réalisée par AGORA.

Outils : Les équipes AGORA utiliseront l'outil « Taking the Lead » développé par OXFAM, dans une version restreinte afin de respecter le temps imparti pour le processus global d'évaluation territoriale dans chacune des 21 localités ciblées. « Taking the Lead » est un processus d'évaluation et de planification mené localement avec et pour les acteurs locaux intéressés ou déjà engagé dans une action humanitaire¹². L'équipe AGORA mettra en place un atelier de travail avec les OSC préalablement identifiées, en suivant un guide d'entretien élaboré par OXFAM. Les différentes sections couvertes seront par exemple : comment les OSC définissent leur rôle et leurs valeurs, l'appréciation de leur niveau de performance (auto-analyse des forces et faiblesses de l'organisation), leurs aspirations humanitaires ou encore les obstacles et barrières rencontrées. L'objectif final est de renforcer le rôle et le leadership des acteurs locaux engagés dans le travail humanitaire

¹¹ Outils du projet « NDJONI KIRINGO NA KODORO/ Bon retour à la maison » mené dans le cadre du Fonds Békou.

¹² Présentation « Taking the Lead » de la part d'OXFAM lors de l'atelier de travail entre les partenaires du Consortium, le 11 mars 2020.

ou plus généralement la gestion des risques et de la vulnérabilité au niveau local. Oxfam facilitera son exécution, sous la direction des acteurs locaux engagés dans l'initiative.

Triangulation : TBD par OXFAM.

○ **Diagnostic des capacités des acteurs institutionnels**

Méthode : La cartographie du territoire et des acteurs permettra de recenser les services déconcentrés et décentralisés existants au sein de chaque localité. Puis, des entretiens semi-directifs, avec les acteurs institutionnels en place permettront de dresser un bilan de leurs missions, d'analyser leur niveau de compréhension de leurs rôles et responsabilités, d'évaluer leurs besoins de renforcement techniques et organisationnels au regard de leurs mandats.

Echantillonnage : Entre 3 et 5 acteurs institutionnels seront interrogés dans le cadre de cette activité, dépendamment du profil de la localité et de quels profils clef sont en fonction.

Les acteurs institutionnels ciblés seront les maires, les conseillers municipaux, les personnes ressource au sein des services communaux. Au niveau préfectoral, les Préfets et/ou sous préfets ainsi que les personnes ressources au sein des services techniques déconcentrés de l'Etat seront mobilisés.

Outils : Les équipes AGORA développeront un formulaire de diagnostic permettant de rendre compte du déploiement préfectoral, d'effectuer un bilan de compétence des services techniques pertinents. Le modèle de diagnostic institutionnel du PDRSO pourra être utilisé.

Triangulation : La réalisation d'entretiens avec des acteurs différents et nombreux permettra de trianguler l'information.

3.5. Chronogramme pour la composante AGORA

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
ACTIVITES PRELIMINAIRES												
Revue des données secondaires												
Cartographie préliminaire des acteurs												
Profilage préliminaire des localités ciblées (notamment sur les services de base existants).												
Elaboration des outils de collecte et d'analyse												
Elaboration des Termes de Références												
DEPLOIEMENT SUR LE TERRAIN												
CARTOGRAPHIE PARTICIPATIVE												
Cartographie sociale des parties prenantes												
Cartographie des territoires et bassins de vie												
EVALUATIONS TERRITORIALES												
Etude et analyse des besoins en services de base et identification des filières porteuses												
Evaluation des capacités des acteurs locaux												
PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE												

Présentation des résultats clefs à la communauté												
Consolidation et enrichissement des PRL au niveau préfectoral												
Finalisation des PRL												
SOUTIEN AUX AUTORITES LOCALES												
Soutien aux instances locales de coordination												
Etudes et recherches - analyses sociocommunautaires												

Légende :

	Zone 1 : 4 localités couvertes
	Zone 2 : 10 localités couvertes
	Zone 3 : 7 localités couvertes

3.6 Traitement et analyse des données**PROCESSUS DE SAISIE DES DONNEES**○ **Données qualitatives des entretiens semi directifs**

Les notes des entretiens semi-directifs seront prises manuellement sur des fiches d'entretiens en version papier. L'objectif de ce mode de saisie est de ne pas créer une barrière entre l'enquêté et l'enquêteur, et de créer au contraire un espace d'échange et de confiance propice à la communication d'informations qualitatives et d'explications narratives au fil d'une conversation orientée par l'enquêteur.

Ces notes seront ensuite saisies sur ordinateur, afin de les consolider et de les étoffer au besoin. La personne qui a mené les entretiens aura la responsabilité de saisir ses notes dans les plus brefs délais, afin de minimiser le risque de perte d'information. Les fiches en version papier seront stockées dans le classeur correspondant à la localité étudiée, de manière à les retrouver facilement si besoin. Dans l'attente de la saisie des fiches sur ordinateur, des photographies de celles-ci pourront être prises grâce aux tablettes AGORA, puis stockées sur les ordinateurs AGORA, dans le but de garder une version de secours compte tenu des fréquents déplacements des équipes, impliquant ainsi un risque de perte de documents.

En cas de doute ou d'informations manquantes, les coordonnées du répondant prises au cours de l'entretien, permettront de le solliciter à nouveau ponctuellement si besoin.

○ **Données qualitatives des FGD**

Les données de FGDs seront obtenus grâce à la prise de notes des enquêteurs sur une fiche en version papier. Ces notes seront retranscrites sur ordinateurs, après chaque journée de FGD par le modérateur AGORA ou son assistant. Le modérateur aura la responsabilité, dans tous les cas, de relire ces notes et les compléter au besoin, de détails concernant une question ou d'observations générales sur l'exercice de ces groupes de discussion.

Les notes pourront être complétées a posteriori grâce à l'écoute des enregistrements audios des FGDs. Ces enregistrements seront utilisés uniquement pour la vérification de certaines informations et ne feront pas l'objet d'une retranscription fidèle. Ces enregistrements audio se feront uniquement sur des appareils AGORA, si le consentement de tous les participants est obtenu a priori. Ils seront supprimés une fois les minutes des FGD élaborées, complétées et validées en versions finales. Aucun enregistrement ne sera partagé en externe ou via e-mail.

Les notes seront ensuite saisies dans une matrice d'analyse (ex : une grille de saturation) qui permettra de dégager rapidement les principales récurrences, par thématique abordée, au sein de chaque groupe de discussion puis au sein de tous les FGDs d'une même localité. L'objectif de cette matrice est de dégager rapidement des tendances qui permettent d'affiner les outils de collecte directement sur le terrain. A titre d'exemple, cela pourra permettre aux équipes de juger de la nécessité de reformuler certaines questions ou encore de la pertinence ou non de certains thèmes abordés au cours des discussions.

○ Données quantitatives

Les données quantitatives seront celles obtenues grâce à la conduite des entretiens directifs avec les informateurs clefs, avec les différents fournisseurs de services de base et avec les informateurs clefs du secteur économique. Les données seront saisies via l'application KOBO sur les tablettes AGORA.

Le responsable de l'équipe des enquêteurs aura la responsabilité de vérifier quotidiennement, les jours de conduite de ces entretiens, la qualité des données collectées par les enquêteurs. Cela permettra de vérifier la compréhension de l'exercice par les enquêteurs et de préciser au besoin certaines notions/définitions ou la finalité d'une question particulière.

○ Données géographiques

Les données obtenues au cours des ateliers de cartographie participative concernant la localisation des bassins de vie et des principaux services de base seront reproduites au format digital par les équipes GIS. Les équipes terrain AGORA devront donc s'assurer, avant tout envoi au département GIS, du caractère lisible des cartes ainsi que de la concordance entre la symbologie utilisée sur les cartes et la légende établie au préalable. Le cas contraire, elles seront en charge de « remettre au propre » les cartes avant de les transférer au département GIS pour reproduction sur un logiciel de cartographie. Les équipes GIS et AGORA sur le terrain seront en lien étroit pour le traitement des données afin de s'assurer que les cartes produites correspondent aux données collectées.

PROCESSUS D'ANALYSE DES DONNEES

Le Plan d'Analyse des données précisera les indicateurs qui seront utilisés pour l'analyse des données (cf. section 5).

4. Rôles et responsabilités

Table 2: Description des rôles et responsabilités

<i>Description de la tâche</i>	<i>En charge</i>	<i>Redevable</i>	<i>Consultée</i>	<i>Informée</i>
<i>Conception de la recherche</i>	Assessment Officer 1	ABA and RP Specialist	GIS Officer HQ Geneva Partenaires Consortium Coordinateur Pays	Partenaires extérieurs (clusters, autorités) du
<i>Supervision et collecte des données</i>	Adjoint Responsable de Projet	Assessment Officer 1	Coordinateur Pays / ABA and RP Specialist	Partenaires du Consortium
<i>Traitement des données (vérification, nettoyage)</i>	Assistant Base de Données Bangui GIS Officer Equipe projet (adjoint et chargé)	Assessment Officer 1&2	ABA and RP Specialist HQ Geneva	Coordinateur Pays
<i>Analyse des données</i>	Assessment Officer 2 GIS Officer	Assessment Officer 2 GIS Officer	ABA and RP Specialist Equipe projet (adjoint et chargé) HQ Geneva	Partenaires du Consortium Coordinateur Pays
<i>Production des résultats</i>	Assessment Officer 2	ABA and RP Specialist and	Partenaires du Consortium Coordinateur Pays HQ Geneva	Partenaires extérieurs (clusters, autorités)
<i>Diffusion</i>	Assessment Officer 1&2	Coordinateur Pays	Partenaires du Consortium	ABA and RP Specialist
<i>Monitoring & Evaluation</i>	Assessment officer	ABA and RP Specialist	Coordinateur Pays	Research Department
<i>Leçons retenues/enseignement tiré</i>	Assessment officer	ABA and RP Specialist Coordinateur Pays	Partenaires du Consortium	Research Department

5. Plan d'analyse des données

Voir fichier Excel.

6. Plan de gestion des données

Le plan de gestion des données est disponible sur demande. Contacter : ugo.semat@reach-initiative.org

7. Plan de monitoring et d'évaluation

Objectif IMPACT	Indicateur externe de M&E	Indicateur interne de M&E	Point focal	Outil	L'indicateur sera-t-il suivi ?
Les acteurs humanitaires ont accès aux produits IMPACT	Nombre d'organisations humanitaires ayant accès aux services/ produits IMPACT Nombre de personnes ayant accès aux services/ produits IMPACT	# de téléchargements des X produits AGORA sur le Centre de Ressources	Demande du pays au siège	Journal_utilisateur (User_log)	☒ Oui
		# de téléchargements des X produits AGORA de Relief Web	Demande du pays au siège		☒ Oui
		# de téléchargements de X produits AGORA à partir de plates-formes au niveau du pays	Equipe du pays		☐ Oui
		# de clics sur X produits du bulletin global d'information REACH (<i>global newsletter</i>)	Demande du pays au siège		☐ Oui
		# de clics sur X produits AGORA du bulletin d'information du pays (<i>country newsletter</i>), sendingBlue, bit.ly	Equipe du pays		☒ Oui
		# de visites sur x webmaps/ x dashboards	Demande du pays au siège		☐ Oui
Les activités d'IMPACT contribuent améliorer la mise en œuvre des programmes et la coordination de	Nombre d'organisations humanitaires utilisant les services/ produits IMPACT	# de références dans les documents HPC documents (HNO, SRP, Flash appeals, stratégie de cluster/ de secteur)	Equipe du pays	Journal_référence (Reference_log)	<i>HNO 2020, HRP 2020, Stratégies des Clusters</i>
		# de références dans les documents d'un seul organisme			

l'intervention humanitaire					
Les acteurs humanitaires utilisent les produits IMPACT	Les acteurs humanitaires utilisent les données/produits IMPACT comme base de prise de décision, planification et fourniture de l'aide. Nombre de documents humanitaires (HNO, HRP, plan stratégique d'un cluster/organisme, etc.) directement informés par les produits IMPACT	Perception de la pertinence des programmes pays d'IMPACT Perception de l'utilité et de l'influence des résultats d'IMPACT Recommandations pour renforcer les programmes d'IMPACT Perception des compétences du personnel d'IMPACT Perception de la qualité des produits/programmes Recommandations pour renforcer les programmes d'IMPACT	Equipe du pays	Sondage auprès des partenaires du consortium à la fin du cycle de recherche.	Sondage auprès des partenaires du consortium, après l'élaboration des 21 PRL, fin d'année 2020.
Les acteurs humanitaires sont engagés dans les programmes IMPACT	Nombre et/ou pourcentage d'organisations humanitaires contribuant directement aux programmes d'IMPACT (en fournissant des ressources, en participant à des présentations, etc.)	# d'organisations fournissant des ressources (par ex, personnel, véhicules, espace de réunion, budget, etc.) pour la mise en œuvre des activités # d'organisations/ de clusters qui participent à la conception de la recherche et à l'analyse conjointe # d'organisations/ de clusters qui assistent à des séances d'information sur les résultats	Equipe du pays	Journal_Engagement (Engagement_log)	x Oui x Oui x Oui

ANNEXE 1: CARTE DES INTERVENTIONS DU CONSORTIUM DANS LE CADRE DU PROJET RELSUDE

